

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

90/08

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

A L'UNIVERSITÉ DE CALGARY

SUR LA POLITIQUE DU CANADA VIS-À-VIS DE L'AMÉRIQUE LATINE

CALGARY (ALBERTA)

Le 1er février 1990

La conception que certains Canadiens ont de la politique étrangère remonte à une époque où le monde semblait plus petit et où les intérêts du Canada étaient plus limités. Dans les années 40 et 50, l'Europe était au centre du monde, et l'unique priorité internationale était de reconstruire l'Europe après une guerre dévastatrice, ainsi que renforcer ou mettre en place des organisations internationales tel que l'ONU et le système économique mondial. C'est grâce au plan Colombo que nous avons commencé à faire porter tout particulièrement nos efforts sur l'aide ou le développement international en 1950. Avant cette date, les intérêts canadiens en Asie, en Afrique ou en Amérique latine étaient essentiellement du ressort des commerçants, des enseignants, des missionnaires ou d'autres intervenants n'appartenant pas au gouvernement.

Le Canada et le monde ont connu des changements considérables depuis cette époque. Au cours des dix dernières années, nous avons reçu davantage de nouveaux citoyens venant d'Asie que d'Europe, et le chiffre de notre commerce avec l'ensemble des pays du Pacifique dépasse celui que nous enregistrons avec l'ensemble des pays de l'Atlantique. Nous avons pris une part de plus en plus grande dans l'aide apportée aux populations d'Afrique, d'Asie et des Amériques pour vaincre la maladie et la pauvreté, et notre rôle au sein des organisations internationales a connu une expansion telle que nous sommes désormais au nombre d'une poignée de nations sur lesquelles le monde entier compte pour faire en sorte que les organisations multilatérales remplissent leurs fonctions.

Il va de soi que nous poursuivons nos objectifs sur le devant de la scène internationale - en collaborant avec les États-Unis, avec l'Europe, avec le Japon, au sein du puissant Groupe des sept du Sommet économique. Ces activités, il est vrai, absorbent une grande partie de notre attention en matière de politique étrangère. Et nul ne devrait sous-estimer leur importance.

Mais ce qui distingue tout particulièrement le Canada et constitue son identité internationale s'observe également dans des cadres plus restreints - dans des situations dramatiques où, souvent, la contribution du Canada fait une différence décisive.

C'est pourquoi nous nous sommes autant impliqués en Afrique australe. En dernière analyse, c'est à la population de cette région, les noirs comme les blancs, qu'il appartiendra de mettre fin à l'apartheid. Mais il ne fait aucun doute que la présence du Canada, ses pressions constantes, son appui concret et pratique aux opposants à l'apartheid ont favorisé les conditions permettant qu'un changement pacifique se produise. Nous aurions pu abandonner les sanctions, comme d'autres pays occidentaux l'ont fait. Nous aurions pu nous replier sur une simple condamnation morale, comme certains Canadiens l'ont proposé. Au lieu de cela, nous avons recours aux pressions et au prestige du Canada, d'une façon constante et raisonnable, en cherchant à dissuader les blancs de s'en tenir à la peur et aux préjugés, et les noirs, de s'en tenir à la peur et à la violence.

C'est également pour cette raison que le Canada a tenu à participer à la Conférence de paix sur le Cambodge, et a coprésidé le comité chargé de mettre au point un système de maintien de la paix et de vérification.

Et c'est pour cette raison que nous nous impliquons davantage en Amérique latine, et que nous avons décidé d'adhérer à l'Organisation des États américains.

Certains Canadiens estiment que l'Amérique latine n'est pas une priorité pour le Canada, et que nous n'avons dans cette région ni intérêts essentiels, ni influence réelle. Nous ne sommes pas de cet avis.

Bon nombre des problèmes qui tourmentent le globe ont un rapport direct avec l'Amérique latine.

L'une des grandes menaces qui pèse sur l'environnement de notre hémisphère est la destruction tragique de la forêt amazonienne, qui produit une si grande partie de l'oxygène dont le monde a besoin.

Des produits chimiques industriels dangereux - maintenant interdits au Canada - se retrouvent dans nos lacs et nos rivières, transportés par les vents et les pluies d'Amérique centrale.

Nous, qui habitons la partie septentrionale et industrialisée de l'hémisphère, devons aider les autres à éviter les mêmes erreurs que nous avons faites, car l'environnement de la planète ne pourrait y résister.

L'usage pandémique des drogues gangrène les sociétés en Amérique du Nord et en Amérique latine. Il s'agit là de la forme d'interdépendance la plus destructive, la demande en Amérique du Nord et la production en Amérique latine constituant un cercle vicieux. Là encore, la seule solution consiste à unir nos efforts.

Le terrible fardeau de la dette est particulièrement aigu en Amérique latine, et met en péril les démocraties naissantes de l'hémisphère. Il met aussi en danger le système économique mondial dans son ensemble, et donc la prospérité du Canada.

Ce sont là des problèmes dont l'importance est sans égale. Nous ne pouvons nous les cacher. Mais ce qui donne actuellement toute son importance à notre présence active en Amérique latine, c'est qu'à ces problèmes répond un nouvel espoir pour la région, un espoir fondé sur un esprit d'ouverture et un pragmatisme nouveaux.

Le vent de la démocratie souffle en Amérique latine. Les dictatures sont aujourd'hui l'exception, alors qu'elles étaient la règle il n'y a pas si longtemps.

En outre, les économies s'ouvrent et les barrières commerciales tombent.

Dans toute la région - en Bolivie, en Uruguay, au Mexique, au Venezuela ou en Argentine -, les gouvernements font montre d'un courage extraordinaire en s'attaquant à une situation économique extrêmement difficile.

Mais, comme sont à même de le constater les gouvernements des pays d'Europe de l'Est, changer les politiques est une chose, remettre une économie sur ses rails en est une autre. En effet, les ajustements économiques sont sources de tensions sociales; or, la démocratie ne tolère pas la répression. Les gouvernements d'Amérique latine doivent accepter le risque de troubles sociaux, tout en rejetant les méthodes de répression. Ils ont besoin pour cela de notre appui.

Nous ne devons pas nous contenter d'approuver le mouvement vers la démocratie et l'ouverture des marchés. Nous devons l'encourager activement. La démocratie est encore une fleur fragile, et le Canada a non seulement la possibilité, mais aussi l'obligation, de l'aider à prendre véritablement racine.

Il y a certains arguments que je voudrais définitivement écarter. J'entends souvent dire, en effet, que le Canada ne devrait pas s'engager plus à fond en Amérique latine, parce que celle-ci est l'arrière-cour des États-Unis. Nous serions alors forcés de nous ranger à l'opinion américaine, ce qui nous rendrait impuissants et inutiles. On dit aussi qu'en exprimant des vues contraires à celles des États-Unis, le Canada s'exposerait aux foudres de Washington sur des questions ayant une plus grande importance pour lui.

Curieusement, ce sont surtout les gens qui se disent nationalistes qui avancent ces arguments. C'est une bien curieuse forme de nationalisme que de vouloir éviter certaines régions du monde - ou des organisations comme l'OEA - parce que nous pourrions être forcés de tenir tête à Washington. Il ne s'agit pas là d'une mentalité de nationaliste, mais plutôt d'une mentalité de colonisé.

Le silence est un outil surprenant pour qui veut user de son influence, protéger ses intérêts et faire valoir son opinion. Il en va de même de l'isolement. Ce n'est pas en détournant complaisamment le regard que nous allons régler les problèmes de l'hémisphère.

Nous ne pouvons espérer exercer une influence en Amérique Latine en nous tenant loin de cette région.

Et nous ne pouvons certes espérer résoudre des problèmes - des problèmes qui touchent directement le Canada, tels que l'endettement, la drogue, l'environnement - si nous nous tenons à l'écart des autres nations et des organisations où ces problèmes sont examinés.

Il y aura indiscutablement des controverses lorsque nous serons en désaccord avec les États-Unis sur des questions touchant l'Amérique latine. Il n'y a rien de surprenant à cela. Il y eut une controverse lorsque le Canada a décidé de maintenir ses relations diplomatiques avec Cuba, contrairement aux États-Unis; de même lorsque les Américains ont imposé un boycott au Nicaragua, et que le Canada n'a pas suivi; il y eut également désaccord sur le lieu où devait être utilisée l'aide au développement en Amérique centrale, et sur la manière de procéder.

Certains des désaccords les plus nets que j'ai pu avoir en qualité de ministre des Affaires extérieures du Canada furent avec les Américains au sujet de l'Amérique centrale. Nous avons toujours été convaincus que le problème fondamental était d'ordre économique; les Américains étaient d'un avis différent. Mais nous n'avons pas modifié notre politique parce qu'ils n'étaient pas du même avis, pas plus que nous n'avons adopté une politique uniquement pour nous démarquer de Washington.

Il est absurde d'affirmer que chaque fois que le Canada tombe d'accord sur quelque chose avec Washington, c'est pour des raisons américaines. Les intérêts du Canada et des États-Unis ne convergent pas automatiquement. Mais ils ne sont pas pour autant toujours divergents.

Si les États-Unis ont convenu avec nous que la lutte contre les pluies acides était une priorité, ce n'est pas parce qu'ils se rangeaient à des raisons canadiennes, mais parce qu'ils avaient acquis la conviction qu'il y allait de leur propre intérêt.

Si le Canada s'est battu pour faire accepter le concept des ciels ouverts, ce n'est pas parce que les Américains le souhaitaient. Certes, ce concept a vu le jour à Washington. Mais nous l'avons poussé, élargi et fait inscrire à l'ordre du jour de l'OTAN parce qu'il correspond aux intérêts du Canada à l'égard des relations Est-Ouest.

Un des problèmes de l'OEA - et il est très réel - réside dans la polarisation des vues entre les États-Unis et l'Amérique latine. Les gouvernements latino-américains - sans exception et avec un véritable enthousiasme - se sont réjouis de la décision du Canada de se joindre à l'OEA. Ils n'auraient certes pas agi ainsi s'ils avaient pensé que nous viendrions accentuer cette polarisation. Bien au contraire, ils estiment que nous pouvons faire beaucoup pour régler ce problème. S'ils nous ont accueillis à bras ouverts, c'est parce que le Canada est depuis toujours un médiateur désintéressé, un pays raisonnable, un pays dont les capacités et l'esprit d'indépendance ont permis de vivifier un grand nombre d'organisations multilatérales, des Nations Unies au GATT, du Commonwealth à la Francophonie. Et, outre que nous sommes en quelque sorte voisins de l'Amérique latine, nous possédons et exerçons les talents qui, justement, permettent de dénouer les impasses.

En fait ce sont ces mêmes talents que le Canada a déployés pour contribuer à faire avancer le processus de paix en Amérique centrale. Dès le début, cinq gouvernements de cette région se sont tournés vers le Canada pour les aider à concevoir une mission de maintien de la paix. Cette initiative a débouché, le 8 novembre dernier, sur l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'une résolution portant création d'un groupe de vérification ayant pour mandat de superviser l'application des mesures de paix en Amérique centrale. La structure de cette opération de maintien de la paix suit de près les recommandations qu'avait formulées le Canada après avoir étudié les conditions qui devaient être réunies pour assurer une présence efficace des Nations Unies dans la région.

Voilà le rôle que le Canada a joué - et continuera de jouer - dans la région. C'est un rôle utile qu'il n'est pas donné à tous de pouvoir assumer. C'est un rôle qui exige du discernement.

Certaines ONG canadiennes nous ont critiqués pour avoir maintenu nos relations avec le Salvador, le Guatemala et le Honduras. On nous a pressés de rompre tous les liens avec ces pays, de leur tourner le dos, comme l'ont d'ailleurs fait certains pays européens.

Mais lorsqu'est venu le moment de préparer la paix, ce n'est pas vers ces autres États, mais vers le Canada, que se sont tournés les pays d'Amérique centrale. Et cela, parce que nous avons maintenu des relations avec tous les pays de la région - parce que nous avons laissé les portes et les frontières ouvertes, pour être en mesure d'apporter notre concours lorsqu'on nous le demanderait.

Je voudrais maintenant vous entretenir des événements qui se sont produits récemment au Panama.

Lorsque les États-Unis sont intervenus militairement au Panama, j'ai déclaré :

- premièrement, que le Canada regrettait l'action américaine;
- deuxièmement, que nous comprenions les raisons qui avaient poussé les États-Unis à agir comme ils l'ont fait;
- et, troisièmement, que l'intervention par la force constitue un très dangereux précédent.

Nul n'oserait prétendre que l'action américaine a marqué un tournant heureux dans les relations au sein de l'hémisphère. Lorsque le Canada a signé la Charte de l'OEA, il s'est engagé, au même titre que les autres membres de cette organisation, à respecter le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat. L'Amérique centrale - comme d'ailleurs le reste de l'Amérique latine - n'est l'arrière-cour de personne.

Les événements qui se sont produits au Panama marquaient l'aboutissement d'une longue série d'efforts pour rétablir la démocratie et l'ordre civil dans ce pays. Ils étaient le résultat de nombreux actes de provocation.

Les élections de mai 1989 ont été déclarées nulles lorsque le candidat que le général Noriega avait choisi s'est trouvé au bord de la défaite.

Vous vous souviendrez de la violence qui a éclaté dans les rues après cette annonce ainsi que le régime de terreur qui a été appliqué à l'encontre des candidats qui dans des circonstances normales, auraient été élus.

A ce moment-là, les États-Unis ont été tentés de répondre par des moyens militaires. Ils ne l'ont pas fait. Et ce, parce que des efforts avaient été déployés de diverses manières pour tenter de trouver une solution pacifique. L'un de ces projets de solution avait été lancé par l'Organisation des États américains. Il a échoué.

Il y a eu ensuite une tentative de coup d'État. Enfin, le général Noriega a déclaré que le Panama se trouvait en guerre contre les États-Unis. Cette déclaration a été suivie du meurtre d'un soldat américain - qui se trouvait au Panama en raison de droits acquis par les États-Unis à la suite de traités - et du harcèlement de sa famille.

Tel a été le contexte dans lequel l'intervention américaine a eu lieu. La démocratie avait été attaquée, rebutée. On avait tenté de trouver des solutions pacifiques; on avait échoué. Finalement, après un assassinat et la déclaration de guerre, les États-Unis ont décidé d'agir.

Les importantes leçons à tirer des événements du Panama vont bien au-delà de cet épisode. Elles sont liées aux conditions sociales et économiques qui ont empêché les démocraties de s'établir fermement. Elles sont liées à l'injustice économique et à un passé de violations des droits de la personne. Et elles sont liées à l'incapacité d'ériger des institutions régionales qui peuvent résoudre les crises ou les empêcher de se produire.

Pour le Canada - et pour les autres États de l'hémisphère - le défi consiste à rendre les interventions périmées non seulement du point de vue juridique ou pratique, mais périmées quant à leur objet. La seule façon de relever ce défi consiste à faire passer la démocratie et la prospérité de l'état de concept à celui d'une réalité vécue par tous les pays de la région.

La doctrine nationale qui a servi de toile de fond aux mesures prises jusqu'ici par les États-Unis en Amérique latine a été la doctrine dite de Monroe. Ses racines historiques remontent au temps où l'on voulait exclure les vieux empires européens de l'hémisphère et préserver l'avantage économique américain dans la région. Plus récemment elle a été associée à l'idée d'empêcher la pénétration communiste.

Que cette doctrine ait eu sa part de conséquences désastreuses, c'est une réalité historique; l'une de ces conséquences dont l'importance n'est pas la moindre est celle qui a engendré l'attitude qu'on peut appuyer n'importe qui pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un communiste. C'est ainsi que des dictatures qui s'étaient éloignées des besoins et des aspirations du peuple ont été approuvées et appuyées. Ces régimes ont en retour, par la répression, la mauvaise gestion économique et le rejet de la démocratie, aggravé les tensions et les inégalités sociales qui sont précisément les éléments les plus propices à l'installation du communisme.

Les importantes leçons à tirer des événements du Panama vont bien au-delà de cet épisode. Elles sont liées aux conditions sociales et économiques qui ont empêché les démocraties de s'établir fermement. Elles sont liées à l'injustice économique et à un passé de violations des droits de la personne. Et elles sont liées à l'incapacité d'ériger des institutions régionales qui peuvent résoudre les crises ou les empêcher de se produire.

Pour le Canada - et pour les autres États de l'hémisphère - le défi consiste à rendre les interventions périmées non seulement du point de vue juridique ou pratique, mais périmées quant à leur objet. La seule façon de relever ce défi consiste à faire passer la démocratie et la prospérité de l'état de concept à celui d'une réalité vécue par tous les pays de la région.

La doctrine nationale qui a servi de toile de fond aux mesures prises jusqu'ici par les États-Unis en Amérique latine a été la doctrine dite de Monroe. Ses racines historiques remontent au temps où l'on voulait exclure les vieux empires européens de l'hémisphère et préserver l'avantage économique américain dans la région. Plus récemment elle a été associée à l'idée d'empêcher la pénétration communiste.

Que cette doctrine ait eu sa part de conséquences désastreuses, c'est une réalité historique; l'une de ces conséquences dont l'importance n'est pas la moindre est celle qui a engendré l'attitude qu'on peut appuyer n'importe qui pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un communiste. C'est ainsi que des dictatures qui s'étaient éloignées des besoins et des aspirations du peuple ont été approuvées et appuyées. Ces régimes ont en retour, par la répression, la mauvaise gestion économique et le rejet de la démocratie, aggravé les tensions et les inégalités sociales qui sont précisément les éléments les plus propices à l'installation du communisme.

Les leçons tirées de cette expérience jonchent l'histoire de l'Amérique latine. Pour le Canada, il s'agit maintenant de tirer parti de l'occasion qui lui est offerte d'encourager la démocratie, de favoriser la prospérité et d'édifier une véritable communauté de nations dans cet hémisphère.

Ces objectifs ambitieux appellent de durs efforts et ce, à partir de la base.



Notre stratégie pour l'Amérique latine comporte de multiples facettes. Le gouvernement a un rôle à jouer, c'est certain. Mais il en va de même du secteur privé et des particuliers canadiens. En effet, nous devons construire un réseau de nouvelles relations et favoriser la compréhension entre de nombreux secteurs.

Un instrument à cet égard est le commerce. Nous organiserons des missions commerciales dans la région pour trouver des domaines susceptibles d'apporter des avantages économiques de part et d'autre - par exemple, l'agriculture, les mines, le pétrole et le gaz, les forêts et les télécommunications.

Un autre instrument est la lutte commune contre la drogue; à ce sujet, nous avons donné à l'organisme colombien de lutte contre la drogue du matériel d'une valeur de 2 millions de \$; nous avons en outre offert une formation spéciale de la GRC ici au Canada.

Un troisième moyen est la question de la dette. En ce domaine, le Canada a accordé des crédits de relais à court terme d'une valeur de plus de 600 millions de \$ à l'Argentine, au Mexique et au Brésil afin de préparer la voie à de nouvelles ententes avec le FMI. Par ailleurs, nous présidons le groupe d'appui de la Guyana et avons engagé 50 millions de \$ sur une période de trois ans pour aider ce pays à établir une base solide pour sa prospérité future.

Un quatrième moyen est le maintien de la paix. Le Canada enverra plus de 100 officiers à l'ONUCA, la force d'observation des Nations Unies en Amérique centrale, et nous sommes prêts à aider à la démobilisation des contras et à la surveillance relative à un cessez-le-feu au Salvador si l'occasion nous en est donnée.

Et le cinquième est l'aide au développement au chapitre duquel le Canada versera la somme de 100 millions de \$ pour la reconstruction de l'Amérique centrale dévastée par tant d'années de conflit.

L'approche par étape que nous avons adoptée a été illustrée la semaine dernière lorsque sept membres du cabinet mexicain - la délégation la plus importante jamais reçue de ce pays - sont venus à Ottawa rencontrer dix ministres de notre Cabinet. Le but était de jeter les bases d'une relation nouvelle et plus vaste. Un certain nombre d'accords seront signés lorsque le Premier ministre se rendra au Mexique en mars. Ils porteront sur divers sujets allant de la coopération en recherche agricole à l'expansion du tourisme, des systèmes améliorés de statistique à l'expansion du commerce et de la coopération environnementale à la lutte conjointe contre la drogue.

Le Mexique a annoncé que le resserrement des liens avec le Canada se situe au premier rang de ses priorités en politique étrangère. Inversement, l'établissement de nouvelles relations avec le Mexique constitue la clé de la stratégie canadienne en Amérique latine.

J'aimerais maintenant parler de l'Organisation des États américains. L'OEA n'est qu'un élément de notre stratégie en Amérique latine et elle ne peut, à elle seule, régler les problèmes de l'hémisphère. Il appartient davantage aux pays de l'hémisphère de s'attaquer à ces problèmes. Les imperfections de l'OEA ne sont que le reflet des imperfections de ses membres.

Mais l'OEA a un rôle à jouer, un rôle qui pourrait être renforcé.

C'est justement dans ce but que le Canada a été invité à siéger à un groupe de travail de l'OEA.

Il faut faire de l'OEA une tribune plus propice à la tenue d'un dialogue politique utile. Mais, pour cela, il n'existe pas de solution magique. Les Nations Unies, qui vivent actuellement une renaissance, ont marqué des points non pas à la suite d'une révision de leur charte ou de leurs procédures. Simplement, l'organisation est prise plus au sérieux par ses membres, surtout par l'Union Soviétique. Il faut donc explorer tous les moyens qui permettront à l'OEA d'être prise plus au sérieux par ses membres.

La polarisation des débats de l'OEA est à l'origine d'une très grande sensibilité à tout ce qui risque de porter atteinte à la souveraineté des États de la région. Cette sensibilité a limité l'efficacité de l'OEA comme tribune politique. Et l'OEA doit devenir un lieu de véritable dialogue, où les désaccords peuvent être résolus.

Un moyen qui pourrait se révéler utile consisterait à donner au Secrétaire général les ressources voulues pour suivre de près et analyser l'évolution de certaines situations, ce qui pourrait ensuite donner lieu à un débat au sein de l'OEA ou inciter le Secrétaire général à prendre d'autres mesures. Je pense ainsi au genre de Secrétariat politique qui s'est avéré extrêmement utile au Secrétaire général des Nations Unies.

En deuxième lieu, on pourrait aussi encourager le Secrétaire général à recourir au nouveau pouvoir qui lui a été confié en 1988 et qui consiste à porter à l'attention des membres de l'OEA les questions qui à son avis risquent de menacer la sécurité de la région.

Une troisième possibilité réside dans le profil politique de l'OEA. Je pense que l'OEA serait prise plus au sérieux par ses membres si, à l'instar d'autres organismes du même genre, les assemblées se tenaient au niveau des chefs de gouvernement à intervalles réguliers. Il serait bon qu'à la première réunion des chefs de gouvernement, les dirigeants puissent exposer leurs idées sur la façon de conférer à l'OEA un rôle politique encore plus vital.

Enfin, je crois qu'au fur et à mesure de la démocratisation des États de l'Amérique latine, il faudrait multiplier les liens qui existent entre les parlementaires de la région pour les amener à discuter de questions d'intérêt commun.

Il existe aussi des activités fonctionnelles qui pourraient poursuivre l'OEA. Les programmes réguliers ne font peut-être pas les manchettes, mais ils constituent des progrès pratiques. Il existe tout un choix de possibilités, notamment;

- La mise en place de l'OEA d'une "Unité permanente pour les institutions démocratiques", dont l'expertise pourrait servir à établir des institutions démocratiques et à contrôler les élections.
- La création d'une unité distincte ou affiliée qui, à la demande des États membres, enquêterait de façon impartiale sur les irrégularités commises durant le processus électoral ou le processus judiciaire.
- La création d'une Commission de l'OEA pour le développement durable de l'hémisphère", qui pourrait préparer un rapport sur l'environnement de l'hémisphère, effectuer des études et organiser des séminaires sur la coopération à l'égard des mesures destinées à protéger l'environnement, et rendre compte régulièrement des résultats de ses travaux.
- La mise en place d'un programme d'échanges, qui permettrait aux jeunes gens des États membres d'apprendre à connaître les cultures d'autres pays de la région.
- L'établissement par l'OEA d'un programme de coopération pour la formation d'agents chargés de la lutte antidrogue.

Il existe bien d'autres possibilités. Le Canada les examinera attentivement et fera part à l'Assemblée de l'OEA en juin de celles qui lui semblent les plus valables.

Un autre domaine mérite l'attention de tous les États américains. Il s'agit de la place de Cuba qui s'est isolée des autres pays de cet hémisphère, de même que de nombreux États de la région se sont isolés de Cuba. Personne n'osera nier que Cuba a sa part de responsabilité dans les troubles que connaît actuellement l'Amérique centrale. Il suffit d'observer la situation économique pour voir que Cuba a souffert de cet isolement.

Je ne peux blâmer personne. Tout ce que je veux dire, c'est qu'il serait plus facile de venir à bout de certains problèmes que connaît actuellement l'Amérique latine si Cuba était réintégrée au sein de la famille que forment les nations de cet hémisphère.

Les problèmes ne sont certes pas faciles à surmonter. Trop de gens influents sur ce continent gardent personnellement des souvenirs amers d'un passé chargé. Les perceptions et les préjugés sont profondément enracinés. Je refuse malgré tout de croire que ces problèmes sont insurmontables.

Le Canada est un pays développé qui jouit d'un prestige unique parmi les pays en développement. Nous avons besoin de mettre davantage à profit cette position. L'an dernier, j'ai demandé que l'on accorde au Canada le statut d'"invité" à la réunion du Mouvement des pays non alignés. J'ai saisi l'occasion pour poursuivre une idée proposée conjointement par l'Inde, l'Égypte, le Venezuela, le Sénégal et la Yougoslavie, qui demandaient une reprise du dialogue entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Nous avons besoin d'un nouveau type de dialogue - un dialogue pragmatique, réaliste - loin des spots et non entravé par des délais artificiels.

Les pays en développement se dégagent des idéologies qui ne donnent aucun résultat. Ils reconnaissent que tout problème sérieux nécessite un effort commun. Qu'imputer la faute à d'autres n'est pas une solution et qu'il faut édifier de vraies associations.

Pareillement, les pays industrialisés sortent de leur dédaigneux isolement. Ils se rendent compte que les problèmes des pays en développement sont également les leurs. Qu'une attitude de laissez-aller à l'égard de l'avenir de cette planète est entièrement négative. Enfin, que de nouvelles associations sont nécessaires.

Pour le Canada, cet hémisphère est le lieu tout désigné pour commencer à former de telles associations - sur les plans bilatéral et multilatéral. Les possibilités sont grandes. Les défis aussi. Sans parler de notre responsabilité.

Michael Gorbatchev a lancé un appel en faveur d'une "maison commune européenne". Il est temps à mon avis que nous commencions, en Amérique du Nord, à penser et à agir en fonction d'une "maison commune" à tous les États de l'hémisphère. Pendant trop longtemps, les Canadiens ont considéré cet hémisphère comme une simple demeure; il est temps à présent que nous en fassions notre maison. C'est le défi qui se pose à nous. C'est le but de notre politique.